

Si vis pacem, para bellum...

Un vent que certains pourraient qualifier de panique souffle sur l'Europe et tout particulièrement sur la France, depuis que le candidat Trump a renouvelé sa vision conditionnelle de la garantie de l'Otan et que, par ailleurs, l'armée Ukrainienne se trouve en grande difficulté face à une remontée de l'effort de guerre russe sur le terrain. Des bruits de bottes seraient déjà perceptibles de Tallinn à Varsovie. Le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, sur le départ, les a clairement entendus et met en garde les membres de l'Alliance Atlantique. Thierry Burkhard, le chef d'état-major des Armées françaises, lui aussi, s'est mis à l'unisson, évoquant l'urgence d'une montée en puissance et d'une modernisation de nos forces armées pour être à la mesure d'un possible conflit de haute intensité à horizon prévisible.



L'idée que la défense européenne pourrait se retrouver nue face au risque d'une guerre conventionnelle, voire nucléaire, sur le territoire européen tarabuste désormais les esprits et nos concitoyens se montrent de plus en plus inquiets sur l'avenir de notre pays et du monde.

Alors qu'en est-il, et cette émotion est-elle justifiée ? Je répondrai à la fois oui et non, quitte à faire, à mon corps défendant, un peu de ce « *en même temps macronien* » que je déplore par ailleurs.

Non... la guerre n'est pas une éventualité qui doit nous inquiéter à ce point. Tout d'abord la guerre contre qui ? Évidemment, en dépit d'une situation internationale chaque jour plus incertaine, tout le monde pense à cette Russie si proche, qui a fort heureusement oublié son idéologie du communisme conquérant mais qui, contre toute attente, s'est trouvée de nouveaux prétextes pour s'en prendre au monde occidental. Son mobile serait de démontrer la supériorité de son modèle de société sur celui d'une Europe décadente, aux mœurs dépravées, en proie à un affaiblissement suicidaire, et son guide éclairé a inventé, pour en convaincre son peuple, la menace d'un Occident, dont le bras armé otanien n'attendrait que l'instant favorable pour déferler sur une Russie phare de l'humanité et gardienne de la civilisation.

Mais en fait cette Russie, en dépit des fanfaronnades poutiniennes, n'est pas l'ogre à la puissance inépuisable que l'on nous dépeint souvent. Ses forces armées ne sont pas capables dans le conflit actuel de réellement s'imposer face à un pays dont les capacités restent modestes en dépit de l'aide occidentale, sa stratégie de l'action de masse trouvera ses limites dans une démographie en forte décroissance et force est de constater, heureusement, qu'en dépit de déclarations fracassantes, l'arme nucléaire reste dans son rôle dissuasif compte tenu de la réalité nucléaire de l'Occident. N'exagérons donc pas cette menace russe, pas plus du reste que les risques de basculement dans une course suicidaire au conflit mondial.

Néanmoins, qu'est-ce qui empêcherait un Poutine, une fois confortablement assis sur la prise territoriale du Donbass et de la Crimée, de viser ensuite non pas une opération militaire conventionnelle qui provoquerait une riposte immédiate de l'Otan mais, par cyberattaque ou actions subversives, la libération de la minorité russe de Lettonie ? Au-delà même du théâtre européen, la connivence entre les autocraties et les régimes plus ou moins dictatoriaux qui fleurissent un peu partout dans le monde, de la Chine à la Turquie en passant par l'Iran ou la Corée du Nord, accumule les risques de dérapage de conflits régionaux, comme celui du Proche-Orient, en conflagration généralisée. L'interdépendance géopolitique et économique entre les différents acteurs du concert international est telle que nul n'est désormais à l'abri de ce qui peut survenir à ses antipodes.

Alors, n'oublions pas la sagesse de nos racines romaines. Depuis César, personne n'a trouvé mieux que le fameux « *si vis pacem, para bellum* » pour se prémunir contre des risques malgré tout plausibles. Il nous faut raison garder loin de toute peur fantasmée d'une troisième guerre mondiale, mais loin également de l'illusion de la continuité sans fin de l'état de paix que l'Europe connaît depuis des décennies. Il faut nous préparer moralement et matériellement au dérapage toujours possible d'une situation géopolitique instable. Préparer les esprits, cela veut dire remettre en vigueur des valeurs quelque peu oubliées dans un monde d'individualisme et d'égoïsme : le courage, l'esprit de sacrifice, la solidarité, la fidélité aux devoirs civiques, le service du bien commun et de la patrie... Se préparer matériellement, c'est accepter que le budget de la défense devienne le premier budget de l'État, ce qu'il n'est plus depuis longtemps ; c'est accepter de consacrer moins au social, au bien-être, au superflu, pour satisfaire l'indispensable et notamment la construction d'une armée bien formée et bien armée ; c'est peut-être aussi accepter le retour d'une certaine forme de service militaire ou du moins de réserve citoyenne opérationnelle ; c'est enfin, et même surtout, pour l'Européen convaincu que je suis, de construire avec les pays de l'Union européenne une capacité de défense autonome suffisamment puissante, pour le cas où le recours à l'Alliance atlantique serait défaillant.

Tout cela est possible. Il serait prudent de lui donner une réalité... ■

Général (2S) Jacques Favin-Lévêque

VIE DE L'ASSOCIATION

CONFÉRENCE, de 17h30 à 19h00, siège d'ARRI et Zoom

Judi 4 avril avec **François Treilhou**, ingénieur, membre d'ARRI et de l'Observatoire des médias étrangers.

Thème : La cocaïne, un fléau pour l'Amérique latine et l'Europe.

DÉJEUNERS DÉBATS, de 12h30 à 14h45 Le Procope,

Judi 14 mars avec l'**amiral Bernard Rogel**, membre de l'Académie de marine.

Thème : les enjeux stratégiques maritimes.

Mercredi 27 mars, avec **Christian Lequesne**, professeur de science politique

Thème : La guerre en Ukraine remet-elle en cause le rapport de l'Union européenne à la puissance ?

LIGUE EUROPÉENNE DE COOPÉRATION ÉCONOMIQUE

Lundi 29 avril, de 12h30 à 14h30, Cercle de l'Union interalliée, avec Patrick Artus, conseiller économique de Natixis, professeur associé à l'université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne, professeur de sciences économiques à l'École polytechnique, membre du Cercle des Économistes.

Thème : les enjeux économiques européens.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Judi 28 mars à 15h00 en présentiel, au siège d'ARRI.

Tous les membres à jour de leur cotisation pourront participer à l'assemblée générale.

Conditions d'adhésion :

Adhérent individuel 150 € (50 € après déduction fiscale)

Adhérent couple 200 € (66 € après déduction fiscale)

Adhérent étudiant 25 € (8 € après déduction fiscale)

La première année d'adhésion, la cotisation est réduite de moitié : 75 € (25 € après déduction fiscale) au lieu de 150 € en individuel ; 100 € (33 € après déduction fiscale) au lieu de 200 € en couple.

INSCRIPTIONS ET INFORMATIONS

Vous pouvez vous inscrire aux activités via le site www.arri.fr ou en contactant notre secrétariat (secretariat@arri.fr ; 01 45 27 46 17).

Notre site internet propose un calendrier de nos prochaines activités, des informations sur nos manifestations et des comptes rendus.

VOYAGES 2024 : SUÈDE ET TAÏWAN

SUÈDE, 4 AU 7 JUIN

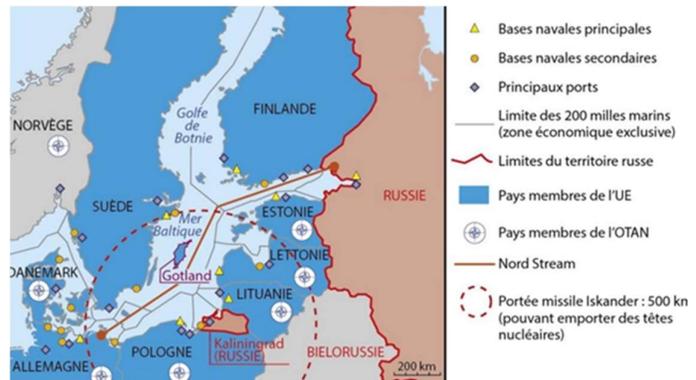
Vingt-deux personnes se sont inscrites à ce voyage qui nous conduira dans la capitale suédoise du 4 au 7 juin. Nous bâtissons le programme des entretiens principalement autour des questions de politique intérieure et de politique étrangère, des enjeux géostratégiques que représente l'espace baltique et la relation bilatérale Suède-France.

Droite et extrême droite au pouvoir

Monarchie parlementaire, la Suède est dotée d'un parlement composé d'une chambre unique réunissant 349 députés élus pour quatre ans au suffrage universel à un tour et proportionnel. Après une campagne dont les débats ont principalement porté sur les questions de sécurité, d'immigration, de lutte contre la criminalité, les élections législatives de septembre 2022 ont porté au pouvoir une coalition réunissant la droite et l'extrême droite face au Parti social-démocrate (PSD). Depuis son entrée au Parlement en 2010, le parti d'extrême droite, Démocrates de Suède (DS), issu d'une formation néonazie créée en 1988, n'a cessé de progresser pour devenir la deuxième force politique du pays derrière le PSD et devant les modérés. L'alliance des modérés, avec DS, les Libéraux et les Chrétiens-Démocrates a permis de devancer, de peu, la coalition de gauche du gouvernement sortant, donnant au chef des modérés, Ulf Kristersson, la majorité nécessaire pour être nommé Premier ministre.

De la neutralité à l'OTAN

« *La défense de la Suède, une défense plus forte pour un temps pas sûr* »... Ainsi s'intitule le livre blanc de la défense publié en 2014. En permettant l'augmentation des dépenses militaires après des années de coupes budgétaires depuis la fin de la guerre froide, ce livre blanc et la loi de programmation militaire de 2015 constituent un tournant dans la politique de défense et de sécurité du pays dont la neutralité était séculaire.



Par ailleurs, sept ans après l'avoir supprimé, le gouvernement suédois a rétabli la conscription en 2017 et remilitarisé, en 2018, l'île de Gotland, stratégiquement située au centre de la mer Baltique, pouvant ainsi constituer un avant-poste défensif pour les pays baltes. En 2022, le traumatisme de l'invasion de l'Ukraine et la menace russe dans l'espace Baltique font basculer la Suède dans le camp otanien. Pendant près de deux ans, son entrée dans l'Alliance a été contrariée par la Turquie et la Hongrie. Le Parlement turc a validé le protocole d'adhésion le 23 janvier et le Parlement hongrois le 26 février. La Suède devient le 32^{ème} membre de l'Alliance.

Renouvellement du partenariat stratégique franco-suédois de Göteborg de 2017

Après le partenariat stratégique de Göteborg sur les innovations et solutions vertes, une nouvelle page de la relation bilatérale a été ouverte avec la visite d'État du président Emmanuel Macron les 30 et 31 janvier dernier, la première d'un président français depuis 24 ans ! Les deux pays se sont accordés pour intensifier leurs coopérations dans de nombreux domaines (l'environnement, le développement durable, le numérique, l'innovation, la recherche de pointe, le nucléaire, le spatial, la défense avec le renforcement des capacités militaires des deux pays...).■

TAÏWAN, 11 AU 22 NOVEMBRE



Située deux cents kilomètres au large des côtes chinoises, Taïwan est au centre de la ligne d'archipels qui barre l'accès direct de la Chine aux grands espaces maritimes, entre le Japon et les Philippines.

Notre voyage nous permettra non seulement de découvrir les beautés naturelles d'une île tropicale et le fabuleux musée national qui conserve depuis 1949 les trésors de la Cité interdite, mais également de mieux comprendre ce qui fait la spécificité de Taïwan et les défis politiques, économiques et géostratégiques auxquels le pays se trouve confronté.

Au plan politique, Taïwan est aujourd'hui l'une des démocraties les plus vivantes du monde et constitue ainsi un contre-modèle à la Chine de Xi Jinping, démontrant la parfaite compatibilité de l'idée démocratique avec la culture chinoise. Les élections du 13 janvier dernier ont porté à la présidence du pays le candidat du parti au pouvoir, le Parti démocrate progressiste (PDP), attaché à la souveraineté taïwanaise, avec 40 % des suffrages exprimés, face à deux rivaux issus l'un, du Parti du Kuomintang (33,5 %), le vieux parti de Tchang Kai-chek, plus favorable au maintien de relations étroites avec la Chine, l'autre, du Parti populaire taïwanais (PPT), plus tourné vers les questions de politique intérieure (26,5 %). Ce dernier parti a émergé à l'occasion de cette campagne en mobilisant un électorat jeune et en agrégeant les votes des électeurs qui ne se reconnaissent plus dans les partis traditionnels. Si la relation avec la Chine a été le sujet majeur de la campagne électorale, celle-ci a néanmoins démontré que nombreux sont les électeurs qui souhaitent que soient aussi pris en compte des questions de politique intérieure comme les problèmes liés à l'immobilier, à l'emploi, aux salaires et à l'inflation...

Au plan économique, Taïwan occupe une position de leader mondial du secteur des semi-conducteurs et ne cesse de progresser dans ce domaine. Plus de 90 % de la production mondiale des puces les plus sophistiquées est assurée par la Taïwan Semiconductor Manufacturing Company (TSMC). Dans les années à venir, l'intelligence artificielle générative, le *cloud computing*, le lancement de nouveaux smartphones et PC pourraient être aussi des moteurs de l'industrie taïwanaise des TIC. Taïwan consacre 3,8 % de son PIB à la R&D et 2,5 % aux dépenses militaires sans cesse en augmentation face à la menace chinoise. Son budget militaire devrait atteindre 19 milliards de dollars en 2024.

Au plan géostratégique enfin, Taïwan cherche des alliances pour contrer la menace chinoise. Le sort réservé à Hong-Kong par la Chine a dissipé l'illusion de la politique « *un État, deux systèmes* » qui a longtemps permis d'envisager une réunification dans un avenir incertain, en tenant compte des relations étroites et de toutes natures entre les deux rives du détroit aux plans culturel, industriel ou économique. Isolée diplomatiquement par la Chine, l'île a su faire preuve d'inventivité pour nouer des relations toujours plus nombreuses avec le reste du monde ; au plan régional, notamment en tirant parti des liens noués avec le Japon lors de la période où celui-ci était puissance coloniale (1895-1945), comme au plan mondial. À cet égard, son statut de démocratie la rapproche des États occidentaux. Mais l'instabilité des États-Unis constitue un nouveau facteur à prendre en compte.

Une protection efficace contre la pandémie de Covid-19, une des économies les plus puissantes d'Asie, le caractère fonctionnel de la démocratie, un hub technologique et le rôle indispensable de l'île dans la chaîne d'approvisionnement mondiale des semi-conducteurs... Taïwan attire l'attention du monde. Mais dans un contexte géopolitique conflictuel de longue date avec la Chine, quel avenir pour Taïwan ? Venez découvrir de nouveaux éléments d'analyse lors des entretiens qui nous seront accordés sur place.

COMPTE RENDU

La Chine, nouvelle puissance technologique : comment transformer une menace en opportunité ? **Conférence du mardi 6 février**

Par Dominique Jolly, consultant international en stratégie d'entreprise

Dominique Jolly travaille et conseille plusieurs grandes entreprises et plusieurs organisations internationales et gouvernements étrangers dans les domaines de l'innovation et de la technologie. Ancien doyen et doyen associé à l'université Webster de Genève (Suisse), professeur à la SKEMA Business School de Sophia-Antipolis et à l'École de Management de Grenoble, il a été aussi professeur invité au Center on China Innovation de la China Europe International Business School (CEIBS) à Shanghai et à HEC Montréal.

« Les Chinois ne savent pas innover ; ils ne savent que copier. Les Chinois ne font que du développement, pas de recherche. Je n'achèterai pas de voiture chinoise ». Évacuons d'emblée ces trois stéréotypes qui n'ont plus aucune légitimité aujourd'hui.

Il y a seulement vingt ans, la Chine ne figurait certes pas sur la carte de la recherche et du



développement (R&D) mondiale. Mais avec le temps et sous l'impulsion du pouvoir politique chinois déterminé, - et où les ingénieurs sont largement représentés -, tous les ingrédients qui font un authentique système national d'innovation ont été rassemblés. Ce sont d'abord les universités et instituts de recherche publics (Tsinghua et Beida à Pékin, Fudan et Jiaotong à Shanghai, etc.). Ceux-ci produisent maintenant plus de publications scientifiques que les Américains mais moins que les Européens. Ce sont aussi les infrastructures requises pour que la création technologique puisse prendre corps : les parcs scientifiques et

technologiques (Zhongguancun à Pékin, Zhanjiang à Shanghai, SIP à Suzhou, etc.), les incubateurs et les clusters. Ce sont les essaimages de l'université : les jeunes pousses qui deviendront peut-être un jour des licornes. Ce sont des sources de financement de l'innovation – et notamment les compartiments dédiés des trois bourses continentales (Shanghai, Shenzhen et Pékin). Ce sont les entreprises publiques, privées et étrangères qui dépensent en R&D : la Chine consacre maintenant 2,4 % de son PIB à la R&D – lequel PIB est le second sur la planète. Et c'est finalement un cadre réglementaire qui protège les innovateurs largement inspirés par les pratiques des pays les plus avancés au monde.

Tous les secteurs ne sont pas sur la même trajectoire. Le spatial est un peu à part, les Chinois ayant démarré leur programme dès 1956 en association avec les Soviétiques, dont ils se sont ensuite émancipés. C'est ainsi que les Chinois sont parvenus à envoyer des hommes dans l'espace (et à les faire revenir sains et saufs) et qu'ils ont maintenant, avec Tiangong, leur propre station spatiale. L'activité évolue essentiellement dans la sphère publique.

Dans les autres domaines, pour l'instant, il s'agit essentiellement d'un rattrapage. Le schéma de développement dans l'aéronautique et le nucléaire civil a été le même avec, en tout premier, l'importation de connaissances via des filiales communes avec des compagnies étrangères, suivie dans un second temps d'une absorption de ces connaissances par les ingénieurs chinois, puis d'une reproduction dans des structures à 100 % chinoises. Le quatrième stade, c'est-à-dire l'innovation indigène vient juste de démarrer. Ce stade est parfois très dépendant de fournisseurs étrangers pour des composants sur lesquels les Chinois ne sont pas encore à l'aise. Le C919 de



Comac, récemment certifié par les autorités chinoises, fait ainsi le bonheur de Honeywell, Rockwell, ou encore de CFM International, le fournisseur des moteurs. Il faudra tout de même que cet avion soit certifié par les Américains et les Européens pour parler de succès.

En revanche, dans l'Internet, c'est en barrant la porte aux étrangers que des champions nationaux ont

pu émerger, lesquels étaient de toute façon en bien meilleure position que des acteurs américains pour répondre aux attentes des consommateurs chinois. On a ainsi vu l'émergence d'Alibaba, Tencent, Baidu, Meituan, Jingdong et Pinduoduo. À l'exception de Didi et de Bytdance avec TikTok, toutes ces entreprises ont construit leur développement en Chine – et finalement assez peu en dehors de Chine.

La Chine a toutes ses chances dans les secteurs d'activité émergents. Elle n'a, en revanche, que peu de chances dans des secteurs d'activité établis. C'est ainsi qu'elle n'aura jamais concurrencé sérieusement l'automobile européenne (tous les Chinois ont rêvé de rouler en Mercedes, en BMW ou en Audi). Cependant, avec l'émergence de la voiture électrique (et aussi de la voiture autonome), la Chine se retrouve sur un pied d'égalité avec les autres constructeurs mondiaux et a donc toutes ses chances de faire un coup. Ce sera sans doute plus dur pour elle dans le secteur des semi-conducteurs, un secteur ayant émergé dans les années soixante aux États-Unis et dont les puissants écosystèmes en place vont être revitalisés par la volonté du pouvoir politique démocrate en place. L'innovation chinoise s'est inscrite presque exclusivement dans des évolutions technologiques incrémentales. Il n'y a pas eu encore de véritable innovation de rupture chinoise. Mais, il n'y a pas de raison que celle-ci ne se produise pas un jour.



Sur le plan technologique, la Chine a réussi à se hisser bien plus haut que les Russes alors même que la Russie a su dans le passé être un haut lieu de la science et de l'innovation technologique. Celui que les Russes qualifiaient dans les années soixante de « petit frère chinois » a grandi. Alors que le budget annuel R&D chinois dépasse les 500 milliards d'euros, il est dix fois moindre en Russie. Les Chinois déposent quarante fois plus de brevets que les Russes. L'écart est aussi marqué avec l'Inde.

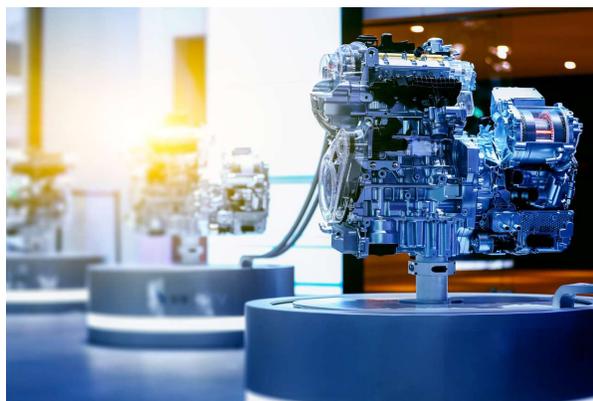
Ce changement présente deux menaces pour nous. La première menace est d'abord de nature concurrentielle. Par exemple, dans les avions moyen-courrier, l'irruption évoquée plus haut d'un



nouveau concurrent chinois dans un duopole établi entre Airbus et Boeing va considérablement changer cette industrie. La seconde menace, de nature socio-politique, est plus subtile. Elle tient dans le fait qu'une technologie n'est que rarement neutre et qu'elle incorpore quasi toujours des valeurs spécifiques – pensez, par exemple, à la pilule abortive. Dans le cas précis de la Chine, des technologies comme le crédit social portent en elles un effritement des libertés. Si les Chinois trouvent cela très bien, je doute que

ce modèle suscite le même enthousiasme chez nous. Les drones de DJI ou les vidéos de TikTok peuvent très bien être des outils de collecte de données de masse sur les comportements des utilisateurs. Il faut donc être vigilant et peut-être même parfois, comme l'ont fait les Américains avec la 5G de Huawei, refuser l'entrée au fournisseur.

Sur le plan européen, la stratégie à développer comporte, à mon sens, trois volets. **Le premier volet** est le réarmement technologique. Nous ne dépensons pas assez en R&D. Il faudrait passer de 2,2 % du PIB à 3 % (dans le passé, l'idée avait déjà été portée par la stratégie de Lisbonne). **Le second volet** est le renforcement de la coopération européenne. Nous avons de très beaux écosystèmes technologiques. Mais c'est un peu du chacun pour soi. Airbus a démontré que l'on peut collectivement faire de grandes choses. De mon point de vue, il n'y pas d'autre option que de renforcer l'union pour améliorer la coordination au sein de l'Europe de nos efforts respectifs de recherche et de développement dans les champs clés comme l'intelligence artificielle, la voiture électrique, la FinTech, la blockchain ou encore les nanotechnologies. Le problème, ce ne sont pas les entreprises, mais les politiques. Si chacun va seul contre les Chinois, il va perdre. Je pousserais le bouchon jusqu'à proposer un vrai ministère de la technologie et de l'innovation européen. **Le troisième volet** est de retourner la proposition de base qui a régi les rapports entre la Chine et les pays développés. Alors que la Chine n'a eu de cesse de venir s'approvisionner en technologies chez nous, c'est à nous maintenant de partir faire notre marché en Chine.



Il ne faut surtout pas que nous nous retrouvions pris en tenaille, à devoir choisir entre les Américains et les Chinois. Nous avons tout à fait les moyens pour consolider un troisième pôle qui existe déjà. Collectivement, nous dépensons 400 milliards d'euros en R&D et nous ne sommes pas ridicules en matière de dépôts de brevets. Il faut donc trouver un équilibre subtil entre une concurrence et une coopération intra-européenne – ce que certains ont appelé la coopération. ■

Dominique Jolly

FONDATION ROBERT SCHUMAN

Un site pour tout savoir sur les élections européennes 2024

electionseuropeennes.eu



Du 6 au 9 juin 2024, les Européens sont invités à élire leurs députés européens pour les cinq prochaines années. Ce seront les dixièmes élections au suffrage universel direct depuis 1979.

La Fondation Robert Schuman propose le site internet electionseuropeennes.eu pour mieux comprendre le scrutin et ses enjeux, ainsi que le fonctionnement, le rôle et l'histoire du Parlement européen.

Le site dédié vous permettra également de suivre la campagne, à l'échelle de l'Union et dans les États membres, avec les listes en présence et les programmes de tous les partis, grâce au réseau de correspondants de la Fondation dans toute l'Europe. ■

CONSEILS DE LECTURES



Valérie Niquet,
Taïwan face à la Chine, vers la guerre ?
Éditions Tallandier, mai 2022

Tensions, manœuvres militaires et menaces se multiplient dans le détroit de Taïwan. Pourquoi Xi Jinping est-il obsédé par cette île de 23 millions d'habitants et quel rôle les États-Unis comptent-ils jouer en cas de conflit ?

Obsédé par son affirmation de puissance et par la revanche sur le passé, le président chinois rêve de la « réunification de la patrie » d'ici 2049. Pourtant, l'ancienne Formose n'a jamais fait partie de la République populaire de Chine et seuls 5 % de ses habitants se « sentent chinois ». L'incroyable dynamisme et la percée démocratique de ce petit pays face au Dragon chinois forcent le respect, si bien que la non-reconnaissance de Taipei à l'ONU semble aujourd'hui une aberration. Pour saisir les enjeux géopolitiques qui se jouent autour de Taïwan, il faut comprendre son histoire, ses aspirations sociales, culturelles, économiques et politiques. C'est l'objectif de ce livre très éclairant.



Juliette Morillot et Dorian Malovic,
La Corée du Nord, l'obsession nucléaire en 100 questions
Éditions Tallandier, 8 février 2024

Les missiles nord-coréens peuvent-ils atteindre les États-Unis ? Qui est Choe Son Hui, l'une des femmes les plus puissantes de Corée du Nord ? Smartphones et Internet font-ils partie du quotidien des Nord-Coréens ? Comment les trafics illicites alimentent-ils les caisses de Pyongyang ? Pourquoi la Russie se rapproche-t-elle du régime nord-coréen ? Qui succédera à Kim Jong Un ?

En 2018, la Corée du Nord avait donné l'illusion d'un partenaire plus fréquentable, renouant le dialogue avec les États-Unis de Donald Trump et la Corée du Sud. Mais l'embellie fut de courte durée. Quant au rêve de réunification de la péninsule coréenne, il est désormais exclu.

Depuis la pandémie de covid, le pays a refermé ses frontières et se protège des influences extérieures. Plus que jamais, sur

fond de guerre en Ukraine, la nouvelle alliance Chine-Russie-Corée du Nord consolide les ambitions de Kim Jong Un. Celui-ci accélère son programme et ses tirs de missiles, imposant son pays comme la neuvième puissance nucléaire et une menace pour le monde. Avertissements et condamnations de l'ONU depuis des décennies restent sans effet sur une nation qui maîtrise l'art de contourner les sanctions pour perfectionner son arsenal nucléaire, au risque de faire peser sur son peuple une nouvelle crise alimentaire. L'Asie du Nord est devenue une véritable poudrière prête à exploser. En 100 clés très éclairantes, Juliette Morillot et Dorian Malovic dressent un tableau complet de ce pays qui n'a pas fini de nous surprendre.

COUP D'ŒIL SUR LE MONDE

Monde : Derrière les termes de « *souveraineté alimentaire* » et de « *sécurité alimentaire* », il y a la nécessité de nourrir la population mondiale.

Europe : Aide à l'Ukraine : 50 milliards d'euros sont promis sur quatre ans. Le Parlement européen doit statuer sur la réglementation des « *nouvelles techniques génomiques* » (NGT), fondées sur la technologie CrispR des « *ciseaux moléculaires* » qui permet la manipulation des gènes. Charles Michel s'est déplacé au siège de la Banque européenne d'investissements (BEI) pour « *insister sur la nécessité d'investir environ 600 milliards d'euros dans les dix ans à venir, pour la sécurité et la défense de l'Europe* ».

Allemagne : Levée de l'état de catastrophe dans les zones inondées de Saxe-Anhalt. Forte opposition des Allemands au programme d'extrême droite du parti AfD, deuxième parti du parlement derrière la CDU/CSU. Avec les élections européennes et fédérales, l'Allemagne connaît une prolifération de nouveaux partis.

Italie : La perspective des élections européennes entraîne des incohérences qui imposent de voter de nouvelles lois constitutionnelles. C'est le projet phare de la Première ministre Meloni.

Portugal : Le Premier ministre Antonio Costa a démissionné considérant que ses fonctions n'étaient pas compatibles avec les suspicions de corruption émises par le ministère public. Les prochaines élections, qui promettent d'être houleuses, sont prévues le 10 mars.

Ukraine : L'accord sur le corridor céréaliier en mer Noire n'a pas été renouvelé. La victime ? L'alimentation de l'Afrique. Nouvelle stratégie des alliés qui privilégie la reconstruction du pays et un meilleur fonctionnement de l'État plutôt qu'une contre-offensive aux résultats aléatoires.

Royaume-Uni : Les 63 % des sondés par l'institut Opinium rendent la sortie du Brexit responsable en partie de l'inflation. Pour une majorité de britanniques le Brexit est donc un échec.

Équateur-Salvador : Le pays est aujourd'hui ravagé par la violence après être devenu le principal lieu de passage pour exporter la cocaïne. En cause la pauvreté et la dollarisation de l'économie. Le président a décidé l'état d'urgence pour deux mois et l'intervention de l'armée, à l'image de ce qu'avait fait le Salvador qui a réussi à éradiquer les gangs de la drogue.

Chine : Le parti indépendantiste DPP a remporté l'élection présidentielle mais il a perdu sa majorité législative à l'avantage du parti conservateur Kuomintang. Réactions mesurées de Pékin.

Australie : Un doublement de la population – 27 millions en janvier 2024 - est prévu d'ici 2084. L'Australie est-elle prête à accueillir une telle population ?

Afrique : Les régimes militaires en place au **Mali**, au **Burkina Faso** et au **Niger** ont conjointement annoncé leur retrait de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest, mais pas celui de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) qui gère le franc CFA. Au **Sénégal**, la situation est explosive, après l'annonce du président Macky Sall de reporter la présidentielle initialement prévue le 25 février. La Côte d'Ivoire se distingue sur les marchés obligataires internationaux. Un champ pétrolier vient d'être mis en service près d'Abidjan.

François Laurent-Atthalin

Les articles complets figurent dans l'Observatoire des médias étrangers n° 197, diffusé en février.